

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Rapport

[Investissement](#)

Rapport d'investissement responsable 2020

30 Mars 2021

Banque de France Philippe Jolivel

Par François Villeroy de Galhau

Le 12 décembre 2020 a marqué le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris sur le climat. Par cet accord, 195 pays se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de maintenir le réchauffement climatique nettement en deçà de 2 °C d'ici la fin du siècle. L'article 2 prévoit également de rendre les flux financiers compatibles avec un développement à faible impact carbone et résilient aux changements climatiques. Cinq ans après, chacun constate que beaucoup reste à faire.

La Banque de France s'est résolument engagée pour contribuer à l'atteinte de ces objectifs, et plus largement pour encourager le développement d'une finance durable. De fait, contribuer à évaluer, réduire et gérer l'impact des risques climatiques sur l'économie réelle et le système financier fait partie intégrante du mandat des banques centrales, au titre tant de la stratégie monétaire que de la stabilité financière. La Banque centrale européenne a d'ailleurs engagé, en 2020, une revue stratégique de sa politique monétaire qui inclut le sujet de son verdissement. Dès 2017, la Banque de France a été à l'initiative du Réseau des banques centrales et des superviseurs pour le verdissement du système financier (*Central Banks and Supervisors Network for Greening the Financial System* – NGFS), dont elle assure le secrétariat permanent. Désormais fort de plus de 80 membres, le NGFS a publié dix rapports en 2020, qui témoignent de l'importance prise par les problématiques climatiques et de durabilité pour les banques centrales et superviseurs financiers. Outre son engagement européen et international, la Banque de France mobilise l'ensemble de ses propres activités : qu'il s'agisse de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, de l'intégration de l'analyse des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans la cotation des entreprises, ou encore de l'intégration des risques liés au changement climatique dans la supervision des institutions financières françaises. Fin 2020, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a ainsi publié son premier rapport annuel conjoint avec l'Autorité des marchés financiers (AMF) sur les engagements climatiques des institutions financières françaises, précédé d'un rapport dédié aux politiques « charbon ».

Depuis 2018, la Banque de France a engagé une démarche ambitieuse d'investissement responsable. Elle intègre les enjeux climatiques, et plus largement ESG, dans la gestion des portefeuilles d'actifs dont elle a la pleine et entière responsabilité : le portefeuille adossé à ses fonds propres et le portefeuille adossé à ses engagements de retraite (soit environ 23 milliards d'euros). Elle entend limiter l'exposition de ses actifs aux risques climatiques, mais aussi tenir compte de l'impact de ses investissements sur l'environnement, conformément au principe de « double matérialité » promu au sein de l'Union européenne. En particulier, elle souhaite aligner ses portefeuilles sur une trajectoire de réchauffement climatique inférieure à 2 °C, et contribuer au financement de la transition énergétique et écologique.

En 2020, les engagements pris au titre de cette stratégie d'investissement responsable ont été tenus et enrichis. Ainsi, la Banque de France sortira complètement du charbon d'ici 2024, limitera très sensiblement ses investissements dans le pétrole, le gaz et les hydrocarbures non conventionnels, et s'opposera à tout nouveau projet de développement en lien avec l'utilisation d'énergies fossiles de la part des entreprises dont elle est actionnaire. De plus, la Banque de France intègre depuis cette année la biodiversité – sujet encore relativement nouveau pour le secteur financier – dans l'analyse des performances ESG de ses portefeuilles. La Banque de France a également souhaité renforcer le volet social de cette stratégie d'investissement responsable : le renforcement du "S" de ESG est nécessaire, au moment d'une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent.

Le présent rapport rend compte, pour la troisième année consécutive, de la mise en œuvre de sa stratégie d'investissement responsable. La Banque de France demeure l'une des rares banques centrales à publier un rapport dédié à ce sujet. En février 2021, les banques centrales de l'Eurosystème ont adopté une position commune par laquelle elles s'engagent à mettre en œuvre des stratégies d'investissement responsable liées au changement climatique sur les portefeuilles autres que ceux détenus à des fins de politique monétaire. Elles en rendront compte dès l'année prochaine ou, au plus tard, début 2023. Cette transparence est essentielle, comme en témoignent les efforts des législateurs et superviseurs français et européens pour définir le cadre de publication d'informations ESG des entreprises et institutions financières. S'y ajoutent notamment les recommandations du Conseil de stabilité financière (*Task Force on Climate-related Financial Disclosures* – TCFD), parues en 2017, et qui font désormais référence. Pour les investisseurs institutionnels, la transparence extra-financière doit permettre de collecter des données ESG détaillées et robustes sur les impacts des activités des émetteurs. Ces données doivent être comparables, fiables et accessibles à tous sans frais disproportionnés. À cette fin, une normalisation européenne généralisant une information extra-financière publique standardisée et un format de diffusion électronique unique apparaissent indispensables.

La Banque de France porte ces messages aux niveaux français, européen et international, et souhaite montrer l'exemple parmi les banques centrales en publiant un rapport détaillant ses résultats et ses méthodologies. Son rapport est également partagé sur la Plateforme de la transparence climatique lancée début 2021 par l'Agence de la transition écologique (ADEME) et le Commissariat général au développement durable (CGDD).

Télécharger l'intégralité de la publication

[Rapport d'investissement responsable 202... \(PDF - 1 Mo\)](#)